

TERMES DE REFERENCE POUR UNE MISSION D'EXPERTISE

Conception de contenu pédagogique pour une formation en droits de l'homme au bénéfice des Assistants-tes sociaux-ales du ministère de la Justice, Maroc

CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION

L'Institut danois des droits de l'homme (IDDH) et le ministère de la Justice du Maroc (**ministère**) sont en cours de finaliser un accord de coopération couvrant la période du 2023-2027. L'objectif du partenariat est d'accompagner le ministère dans les domaines de coopération identifiés dans le cadre de l'accord de coopération et des principaux domaines de travail du ministère, en particulier dans le domaine de la formation aux droits de l'homme des professionnels de la justice.

OBJECTIF DE LA CONSULTANCE

L'Institut Danois des droits de l'homme est à la recherche d'une expertise juridique et pédagogique pour apporter une assistance technique au ministère de la Justice du royaume du Maroc en vue d'élaborer le contenu pédagogique pour une formation en droits de l'homme au bénéfice des assistants-tes sociaux-les en lien avec leur rôle et missions.

Le/a consultant/e travaillera en étroite coordination avec un groupe de travail désigné par le ministère de la Justice pour l'élaboration du guide pédagogique.

Les missions du consultant/e s'articuleront autour des axes suivants :

- Réaliser une analyse juridique et une synthèse des textes des lois et des droits de l'homme en relation avec les missions et le travail des assistants-tes sociaux-les.
- Faciliter le processus d'élaboration du contenu pédagogique et de rédaction du guide en étroite coordination avec le groupe de travail concerné désigné par le ministère de la Justice.
- Apporter son assistance pour l'organisation et l'animation des réunions et ateliers de rédaction avec le groupe de travail.
- Fournir une assurance qualité et expertise technique au ministère de la Justice en relisant et fournissant des commentaires et des conseils lors du processus de révision des projets de chapitres du guide et de la version finale.
- Encadrer un atelier de coaching d'un pool de formateurs préalablement sélectionnés en vue de faciliter la compréhension des méthodes et supports didactiques du guide afin de préparer les formations pour le groupe cible.
- Aider à faciliter une formation test pour le groupe cible pour tester et vérifier le contenu pédagogique.
- Corriger/finaliser le contenu pédagogique du guide sur base des résultats de la formation test.

Le guide pédagogique inclura un manuel du formateur auquel sera associé un livret de l'apprenant.

Le manuel de formateur comme le guide de l'apprenant, en vue de favoriser et renforcer l'apprentissage, devront inclure des fiches pédagogiques qui favorisent des exercices pratiques et des fiches d'activités de mise en situation des assistants-tes sociaux-ales avec leur population cible. Ceci permettrait au groupe cible de revenir sur les éléments vus en formation chaque fois que c'est nécessaire et ainsi d'en garder une trace durable. Le manuel de formateur doit également proposer des critères et modalités de suivi et d'évaluation des acquis.

Veillez noter que les missions pourraient avoir besoin d'être révisées et adaptées en fonction des directives et des besoins émanant du partenaire, le ministère de la justice.

PROFIL DU CONSULTANT

Le consultant doit répondre aux critères ci-après :

- Détenir un diplôme universitaire de minimum Bac+5 en droit, sciences juridiques et/ou en droits de l'homme ;
- Un diplôme supplémentaire en sciences de l'éducation serait un atout ;
- Avoir une expérience professionnelle avérée d'au moins 5 ans en ingénierie pédagogique et de formation dans le domaine des droits de l'homme : conception et développement de contenus et de modules de formation, de supports de cours et de supports didactiques, conception de fiches pédagogique et d'évaluation, formation des formateurs ;
- Maîtriser les différentes approches d'apprentissages des adultes et de formation de formateurs. Avoir réalisé ou participé à la réalisation d'une ou 2 prestations similaires avec des administrations publiques serait un avantage ;
- Justifier d'au moins une expérience dans la mise en œuvre des programmes de formation selon l'approche par compétences ;
- Très bonnes capacités rédactionnelles en arabe et en français ;
- La connaissance de l'anglais serait un atout.

CONDITIONS DE REALISATION DE LA CONSULTANCE

La mission sera réalisée en étroite collaboration avec le ministère de la justice et la représentante nationale de l'Institut Danois des droits de l'homme. Les modalités de collaboration seront définies conjointement au démarrage de la mission. Des points de coordination seront planifiés régulièrement afin d'accompagner au mieux le/a consultant/e et de suivre le bon avancement de la mission.

La durée estimée de la mission est de 50 hommes/jours à réaliser entre octobre 2023 et Mars 2024. Le/a consultant/e sélectionné/e percevra une rémunération totale de 140.000 MAD. Les frais de déplacement (en dehors de la ville de Rabat), hébergement et toutes autres charges liées à la réalisation de cette mission seront pris en charge par l'Institut Danois.

OFFRE DES SOUMISSIONNAIRES

Le dossier de candidature devra comprendre une offre technique et une offre financière. Les consultant(e)s intéressé(e)s (légalement établis) devront faire parvenir leur offre au plus tard le 08 octobre 2023 à 23h59, par courrier électronique à l'adresse suivante : FAHA@HUMANRIGHTS.DK. Un Email de confirmation de la réception du dossier électronique sera envoyé au prestataire.

L'offre technique doit comprendre les éléments listés ci-après :

- a. Une lettre de soumission dûment signée ;
- b. Une synthèse de la compréhension des termes de référence, incluant la méthodologie proposée ;
- d. Le CV à jour du consultant/e dûment signé ;
- e. Les attestations de référence de missions similaires menées par le/a consultant/e.

NB : Retenir que seul(e)s les consultant(e)s présélectionné(e)s seront contactés.